

## COMPTE RENDU DU CT DU 08-11-2019

Les organisations syndicales étaient conviées à un CTL avec un ordre du jour très dense. Pour rappel le dernier CTL convoqué date du mois d'avril (celui de juin n'ayant pas fait l'objet d'une seconde convocation après le boycott en première instance).

Les représentants de Solidaires ont fait des interventions sur tous les points abordés.

Solidaires a débuté la séance par la remise en cause d'un dialogue social de qualité et l'évocation de **SIRIUS pointage**. Dans sa liminaire, SOLIDAIRES a demandé le retrait de la condition de régularisation dans SIRHIUS comme préalable au retour à Kélio. Le DRFIP accepte la levée de cette condition avec une reprise à zéro pour tous les agents dans Kélio. SOLIDAIRES rétorque que cette proposition est injuste pour l'ensemble des agents dans la mesure où l'administration locale est responsable de la gestion désastreuse du déploiement de Sirhius. C'est à elle d'en assumer les conséquences et non aux agents. Le DG reconnaît que SIRHIUS n'est pas déployé en Martinique et par conséquent le suivi des pointages est illégal. Nous avons rappelé au directeur qu'il existe un règlement intérieur et qu'il doit l'appliquer. Il ne saurait sanctionner les agents qui refusent d'utiliser une application informatique qui n'est pas conforme au règlement intérieur.

Le directeur précise que Kélio sera rapidement déployé de manière progressive : en premier lieu sur les sites qui disposent déjà des boîtiers "BODET" pour l'accès au bâtiment: TP-CHUM puis Desclieux.

**Après des débats houleux sur le sujet pendant plus d'une heure, les points de l'ordre du jour ont été abordés**

### **TABLEAU DE BORD DE VEILLE SOCIAL- TBVS.**

SOLIDAIRES s'insurge une fois de plus contre la communication de tableaux erronés, illisibles et difficilement exploitables. On a pu cependant constater un mal être des agents. Certains services sont en grande difficulté, les agents se font de plus en plus écrêter, le turn-over est en progression, les demandes de mutation non satisfaites ont doublé.

Pour SOLIDAIRES c'est le résultat des suppressions d'emploi. Pour le DRFIP, les nombreux écrêtements peuvent résulter d'habitude de travail: ce sont les agents qui insistent pour rester au-delà des plages variables. Une discussion s'est également engagée sur la nécessaire prévention des actes de violence.

Solidaires a déploré le fait que le TBVS soit présenté tel un constat avec peu de conclusions.

### **DUERP-PAP**

SOLIDAIRES est surpris de constater que certains risques sont supprimés du DUERP alors même qu'ils ne sont pas entièrement résolus. Le DRFIP explique que si ces risques persistent,

ils devront être à nouveau signalés par les agents lors de la prochaine campagne du DUERP. Alors n'hésitez pas à les signaler lors de chaque campagne ou directement auprès de l'agent de prévention.

### **L'immobilier a été abordé**

**Cluny**, les travaux de remplacement des sanitaires sont toujours à l'ordre du jour mais entreront dans le cadre de travaux de désamiantage des bâtiments à la charge de la préfecture gestionnaire des immeubles de l'Etat. Pour l'instant, aucune date ne peut être communiquée, le diagnostic global du bâtiment n'ayant toujours pas été communiqué.

Concernant les mauvaises odeurs au SIP de Fort de France, le nécessaire sera fait. Cependant le service logistique assure que traitement contre les rats est régulièrement réalisé.

L'administration nous rappelle que s'agissant d'un immeuble amianté tous les travaux sont soumis au protocole amiante qui rallonge les délais d'intervention et les coûts

**Trinité**, les fortes pluies du 31/10 ont provoqués des infiltrations et inondations. Une intervention est prévue. Le DRFIP a pris livraison des travaux de réfection des toilettes. SOLIDAIRES précise que les travaux livrés sont inachevés

**Francois**, en raison de la configuration du site, il est difficile d'installer l'issue de secours prévue d'autant que l'administration n'est pas propriétaire du bâtiment.

**Tp-Chum**, la création d'un bureau destiné à l'accueil est également annulée. Pour explication : la dgfip n'est pas propriétaire du bâtiment et à terme elle n'accueillera plus le public.

### **PAIEMENT DE PROXIMITE**

L'équipe de direction présente la mise en œuvre du "zéro cash". La Martinique fait partie des 19 départements préfigurateurs.

Le marché a été signé avec la Française des Jeux FDJ. Pour la Martinique, le DRFIP souhaite 20 points de paiement : aux 15 communes initialement prévues par la DG (Carbet, Case pilote, Ducos, Fort-de France, Lamentin, Marin, Rivière Pilote, Robert, St Pierre, Ste Anne, Ste Marie, Schoelcher, Trois ilets, Vauclin), la direction locale a proposé 5 autres (Trinité, Lorrain, Basse-Pointe, François, St Joseph). Le périmètre final n'est pas encore acté sachant qu'en principe, la préfiguration devrait être déployée soit en février soit en avril 2020.

SOLIDAIRES est intervenu pour informer le DRFIP qui l'ignorait que le calendrier de cette réforme a été retoqué par le CE sur la forme. En effet la DGFIP a amorcé cette réforme qui touche à l'organisation du travail sans prendre l'attache d'un CTR comité technique de réseau. Aussi cette question sera à l'ordre du jour du CTR prévu le 19 novembre.

**Solidaires ne peut que déplorer cette attitude paradoxale de l'administration qui supprime des trésoreries mixtes de proximité pour ensuite mettre en place des points de contacts.**

### **POINT SUR LE TELETRAVAIL,**

10 agents ont postulé, 7 demandes ont été acceptées. Le quota de 10% sur 3 ans est levé. En conséquence chacun peut prétendre au télétravail à condition d'être éligible et que le matériel informatique soit disponible. La note de campagne est récemment parvenue à la direction qui doit la décliner au niveau local.

A la question de Solidaires sur le moment pour postuler, la direction a fait savoir que les agents ne peuvent postuler qu'en période de campagne

SFP s'étonne que les EDR soient écartés du programme. La convention se fait avec le chef de service sur des missions bien précises or les EDR changent de service et de missions

régulièrement. Tous les itinérants (BDV, BCR, géomètres) sont également écartés du dispositif.

**Présentation des orientations stratégiques dans le cadre de la contractualisation avec la direction du budget au national.** Solidaires interroge sur la déclinaison en local. Il n'y aura pas de déclinaison particulière, le DRFIP se contente de reproduire à l'instar de ce qui se fera au niveau national.

Solidaires reste circonspect sur cette réponse de la direction d'autant que dans le document mis en ligne sur ULYSSE le 14/10/2019, la DG précise qu'il convient de réfléchir à notre organisation en centrale comme dans le réseau ; plusieurs chantiers transverses devant être menés de front (les ressources humaines, les systèmes d'information, la déconcentration, la gestion des moyens). Des sujets qui vont automatiquement nous impacter.

### **MAISONS FRANCE SERVICE**

Elles seront mises en place sous l'égide du Préfet qui attribuera ce label aux MSAP maisons services au public existants qui devront remplir des critères précis. Actuellement il existe 5 MSAP (Morne-Vert, Prêcheur, Ducos, Anses d'Arlets, Lorrain) mais le directeur ne peut nous apporter aucune réponse sur le nombre qui sera définitivement retenu ni le lieu d'implantation tout en précisant que le Lamentin et François se sont portés volontaires.

Concernant la participation de la DRFIP au sein de ses MFS, il n'y aura pas de poste fixe pour les agents de la DRFIP mais trois niveaux peuvent être envisagés : la DRFIP propose à des agents de mairie ou de la Poste, une formation basique comme celle destinée aux VSC (niveau 1); un référent sera désigné et restera joignable par les MFS (niveau 2); les agents de la DRFIP se déplaceront dans les MFS pour des RDV (niveau 3).

Il nous est assuré que ces déplacements devront être ponctuels et effectués par des agents volontaires et se situant dans le périmètre des MFS.

Pour Solidaires la mise en place de ses MFS est la fin annoncée des accueils dans les CDF.

SOLIDAIRES ne manque pas de faire savoir à la direction que la mise en place des MFS et du paiement de proximité s'assimile à la mise en place du nouveau réseau de proximité ou géographie revisitée présentée à l'envers. Le directeur répond alors qu'il n'en est rien et que concernant la réorganisation du réseau, il n'a pas reçu ordre de la DG pour en parler !!!

### **QUESTIONS DIVERSES**

Solidaires a interpellé la direction sur le manque de communication interne concernant certains sujets : les informations ne sont pas diffusées à l'ensemble des agents

- le report de la TH et TF pour certaines communes
- la réception uniquement sur rendez-vous dans les SIE

Une communication générale éviterait des informations erronées auprès des usagers de la part des agents de la DRFIP;

Concernant l'éventuelle fermeture du service de restauration de Cluny, la direction indique qu'un questionnaire devrait être diffusé aux agents dans les prochains jours.

Vos élus en CT